



DECLARATION LIMINAIRE

CHSCT

07/10/2020

Monsieur le Président,

LA CRISE DU COVID

Les représentants du personnel, et notamment les délégués en CHSCT, n'ont eu de cesse, depuis le 17 mars dernier, d'exercer leur mandat avec responsabilité et détermination dans un contexte totalement inédit et anxiogène.

Cette crise sanitaire ne peut que démontrer le rôle fondamental des CHSCT dans leur rôle de prévention des risques professionnels, d'amélioration des conditions de travail et de protection des salariés.

La crise du covid 19 continue de frapper.

Dans un tel contexte, nul doute que la déclinaison de la Loi dite de « transformation de la Fonction publique » supprimant les CHSCT constitue un recul sans précédent.

Aussi, FO FINANCES continue d'exiger le rétablissement des organismes consultatifs et le maintien des CHSCT, protecteurs des droits individuels et de la santé au travail des agents publics.

Nous réaffirmons également notre attachement à la politique ministérielle de santé sécurité et conditions de travail, politique qui doit être pérennisée et dotée des moyens nécessaires. Cela doit passer, entre autres, par l'amélioration et la prévention des réseaux ministériels d'acteurs de prévention et, notamment, le recrutement de médecins de prévention.

AGENTS VULNERABLES

Dans le cadre de la circulaire du Premier ministre du 3 septembre, il est évoqué le cas particulier des agents vulnérables. Le suivi des agents « anciennement » vulnérables restera pour nous un point de vigilance fort.

TELETRAVAIL

Depuis la fin du confinement, FO constate que les directions ont adopté une logique de retour aux modalités d'organisation du travail en présentiel. Comme nous l'avons souvent dit, la crise sanitaire est loin d'être terminée. Dans ce contexte, le recours au télétravail reste un incontestable dispositif de protection des salariés et de leur santé. Le premier Ministre lui-même l'a rappelé avec force dans sa circulaire du 3 septembre et à maintes reprises depuis.

Le fonctionnement en mode présentiel, notamment à la DRFIP 67, n'est pas le seul recours à la continuité des services, surtout quand la reprise de l'épidémie est marquée depuis la rentrée. Il est temps d'avoir confiance en vos agents...

LE JOUR DE CARENCE

Pendant cette crise sanitaire, les interventions de FO, avec celles d'autres syndicats, avaient conduit le gouvernement à suspendre le jour de carence fin mars. Son rétablissement le 11 juillet est incompréhensible. Tout comme l'est la position de la Ministre de la Fonction publique qui a confirmé le maintien de ces délais de carence depuis la fin de l'état d'urgence sanitaire, maintien qui ne pourra qu'inciter certains agents à venir travailler plutôt que de perdre une journée de traitement en cas de doute.

PRIME COVID

Dans toutes les administrations du Ministère, pour assurer les missions prioritaires et essentielles, les personnels, comme à leur habitude, n'ont pas manqué de répondre aux enjeux avec exemplarité dans ce contexte sanitaire totalement hors norme.

Une fois passée la période des remerciements, nos Ministres n'ont pas tardé à remettre le budgétaire au premier plan avec, notamment, les suppressions de jours de congés et d'ARTT et des modalités de mise en œuvre de la prime covid qui aujourd'hui encore laisse des traces au sein des équipes.

NRP

L'ordre du jour de ce CHSCT est plus traditionnel que ceux des derniers mois.

Cependant, il manque, et ce n'est pas un hasard, un sujet d'actualité : l'ensemble des projets de restructurations, réorganisations, suppressions dans le cadre du Nouveau réseau de pseudo proximité.

Pourtant, au vu de ce qu'il s'est passé en septembre pour certains collègues de Haguenau Municipale désignés pour aller à Bischwiller, il y aurait énormément à dire tant sur l'impact au niveau des conditions de travail que sur l'accroissement des RPS.

Les services RH/NRP ont recommencé leur tournée des services alors même que vous n'avez pas eu l'aval de la DG sur les réorganisations 2021.

Dans 3 mois, la 2^{ème} vague du NRP va tout ravager sur son passage : suppressions de trésoreries et créations des premiers SGC avec les déplacements forcés d'agents, suppressions de SIP et de SIE et transferts des emplois.

Des opérations qui seront réalisées en accéléré, avec au final un seul objectif : le démantèlement du service public.

A ce stade, vous ne faites qu'accroître l'anxiété des collègues car vous êtes dans l'incapacité de leur donner des informations fiables et précises. Les agents ont besoin de lisibilité et de certitudes que vous êtes incapables de leur donner car vous naviguez à vue compte tenu de la précipitation à mener les opérations, quoi qu'il en coûte, alors que votre priorité actuelle devrait être la protection sanitaire de vos équipes !

Par ailleurs, alors même que vos services passent dans les locaux et discutent des futurs plans et implantations avec les responsables de service, FO FINANCES 67 vous rappellent que ces plans doivent être présentés en CHSCT en amont ! Nous vous rappelons également qu'il est primordial d'en discuter avec les agents, premiers concernés !!

Dans le contexte de crise sanitaire loin d'être terminée, il est impensable que ce projet poursuive sa route comme si de rien n'était, alors qu'en répondant sans interruption aux usagers et aux élus locaux, la densité actuelle du réseau des Finances publiques a démontré toute sa pertinence et sa réelle efficacité de proximité.

Pour FO FINANCES, l'urgence n'est donc pas l'hypothétique DGFIP de demain et le NRP à marche forcée mais bien de faire fonctionner celle d'aujourd'hui en assurant la protection maximale des personnels !

OBSERVATOIRE INTERNE

Enfin, nous ne pouvons terminer cette déclaration liminaire sans parler des résultats, encore plus catastrophique, du dernier Observatoire interne.

En effet, le nombre d'agents en situation de souffrance a augmenté ces dernières années de plus de 40% en lien avec la réduction des moyens de fonctionnement, les suppressions d'emplois et les restructurations permanentes.

S'il faut « lutter contre le virus et continuer à vivre », FO FINANCES 67 considère qu'il est assurément indispensable de continuer à revendiquer et à défendre, toujours et partout, les agents et leurs droits.